

Module 2 / Partie 2 :
**Les transformations des structures économiques,
sociales et démographiques depuis le XIXe siècle**

LES TRANSFORMATIONS DES STRUCTURES DÉMOGRAPHIQUES

1

LES TRANSFORMATIONS DE LA DÉMOGRAPHIE À L'ÂGE INDUSTRIEL

1.1.

LES GRANDS INDICATEURS DÉMOGRAPHIQUES

La connaissance de l'état d'une population est indispensable pour ceux qui ont en charge son administration : elle permet d'anticiper les besoins futurs en termes d'emploi, d'infrastructures, de financement de la protection sociale, etc.

Les grands indicateurs démographiques sont des outils qui présentent une photographie de la population à un instant t , mais ils permettent aussi des projections réalistes de son évolution.

NATALITÉ ET MORTALITÉ

Le taux de mortalité mesure le nombre de décès pour 1000 habitants sur une année. Le taux de natalité mesure le nombre de naissances pour 1000 habitants sur une année. La différence entre les deux taux mesure « l'accroissement naturel », hors solde migratoire (entrées et sorties du territoire). Dans les PDEM, le taux d'accroissement naturel est faible voire négatif (Allemagne, Italie).

Année 2014	France métropolitaine	Allemagne	Mali
Taux de natalité	12,9 ‰	8,2 ‰	49,4 ‰
Taux de mortalité	9,1 ‰	11,4 ‰	12,9 ‰
Accroissement naturel	0,38 %	- 0,32 %	3,65 %

LE TAUX DE MORTALITÉ INFANTILE

Le taux de mortalité infantile mesure le nombre de décès pour 1000 naissances sur une année. C'est un ratio qui donne une bonne idée de l'état sanitaire d'un pays. En effet, le taux de mortalité « général » est trompeur : un PED dont la population est jeune aura un taux de mortalité plus faible qu'un PDEM à population vieillissante, mais son taux de mortalité infantile sera bien plus élevé, signe d'un accès aux soins peu performant.

Année 2014	France métropolitaine	Maroc
Taux de mortalité	9,16 ‰	4,8 ‰
Taux de mortalité infantile	3,7 ‰	26,5 ‰

L'ESPÉRANCE DE VIE À LA NAISSANCE

L'espérance de vie à la naissance est un indicateur de durée moyenne de vie. Elle correspond à la moyenne des âges de décès d'une génération fictive qui serait soumise aux conditions de mortalité de l'année considérée, c'est-à-dire d'une génération qui, à chaque âge de sa vie, aurait le même risque de décès que celui qu'ont connu les personnes de cet âge au cours de l'année.

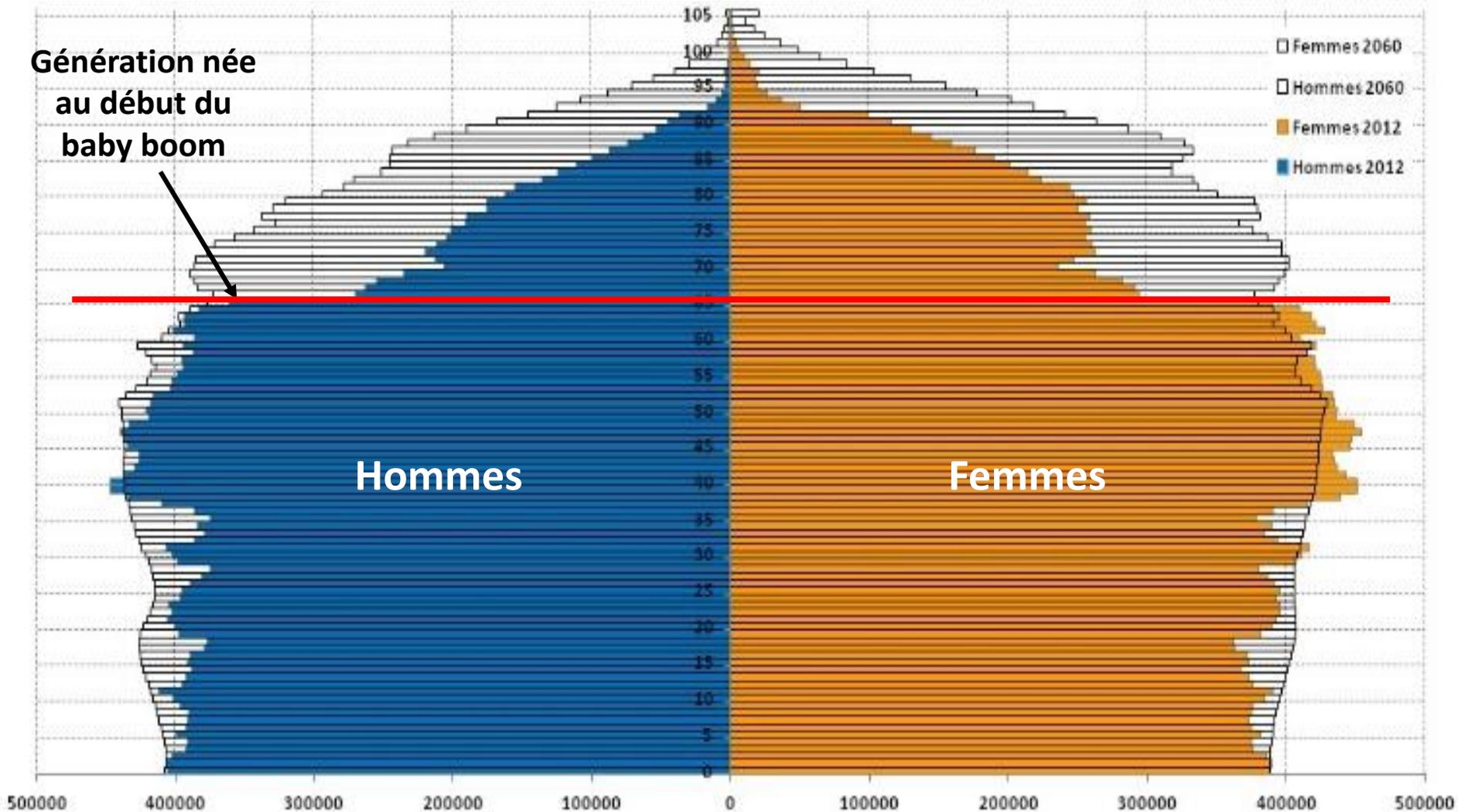
L'espérance de vie a progressé de façon spectaculaire depuis le milieu du XVIIIe siècle (27 ans pour les hommes et 28 ans pour les femmes). Pour les femmes, l'espérance de vie à la naissance a triplé en 250 ans. Cela résulte de la conjonction d'immenses progrès réalisés dans les domaines économique, médical, culturel et social. La mortalité infantile est passée de 150 ‰ au XVIIIe siècle à 4 ‰ en 2014.

Les premières générations françaises du baby-boom (1946-1973) atteignent désormais l'âge de 65 ans, ce qui contribue à augmenter fortement la part des seniors. En 2014, une femme âgée de 60 ans a encore une espérance de vie de plus de 27 ans, soit 1,6 ans de plus qu'il y a dix ans, tandis que celle d'un homme du même âge atteint presque 22 ans et demi (+ 2 années en dix ans).

PYRAMIDE DES ÂGES DE LA FRANCE EN 2012 ET 2060

Les différences d'effectifs au-delà de 65 ans illustrent le vieillissement de la population française.

Génération née
au début du
baby boom



L'INDICATEUR CONJONCTUREL DE FÉCONDITÉ

L'indicateur conjoncturel de fécondité mesure le nombre d'enfants qu'aurait une femme tout au long de sa vie, si les taux de fécondité observés l'année considérée à chaque âge demeuraient inchangés. Il est calculé en faisant la somme des taux de fécondité par âge observés une année donnée. Ces taux sont ceux observés au cours d'une année donnée dans l'ensemble de la population féminine, donc dans plusieurs générations. L'indicateur ne mesure donc pas les comportements d'une génération réelle. L'indicateur conjoncturel de fécondité sert donc surtout à caractériser d'une façon synthétique la situation de la fécondité au cours d'une année donnée, sans qu'on puisse en tirer des conclusions certaines sur l'avenir de la population.

L'évolution de l'indice conjoncturel de fécondité qui reflète l'intensité de la fécondité sur l'année, est sensiblement la même que celle des naissances. La période du « baby boom » y est plus visible encore. Au début du XXe siècle le niveau de l'indice conjoncturel de fécondité était en France de près de 3 enfants par femme, il semble aujourd'hui se stabiliser autour de 2 enfants par femmes.

L'âge moyen à la fécondité (tous rangs de naissance confondus) traduit quant à lui le calendrier de la fécondité. Cet âge moyen était d'environ 29 ans sur le début de la période, il tombe à 26,5 ans à la fin des années 1970, puis remonte à 30 ans sur la fin de la période.

1.2.

LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE S'ACCOMPAGNE DE MUTATIONS PROFONDES DE LA DÉMOGRAPHIE

L'entrée dans l'âge industriel modifie considérablement les sociétés. Si les transformations de la démographie n'en sont pas l'aspect le plus spectaculaire, elles sont cependant une conséquence majeure des transformations de l'économie. La transition démographique constitue le passage du régime démographique ancien au régime « moderne ».

LA TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE

Dans les sociétés traditionnelles la mortalité est élevée (40°/°), de nombreux enfants n'atteignent pas l'âge adulte, de nombreuses femmes meurent lors des accouchements. Il faut donc maintenir une natalité élevée pour assurer le renouvellement des générations en préservant une croissance démographique « équilibrée ».

Aux XVIIIe et XIXe siècles, les progrès de la médecine, de l'hygiène et une meilleure alimentation permettent de réduire la mortalité. Cependant, la natalité se maintient à un niveau élevé car les mentalités ne prennent pas immédiatement en compte ces changements. L'urbanisation, le recul des préceptes de la religion, la place de l'enfant dans la famille sont autant de facteurs qui expliquent la baisse de la natalité.

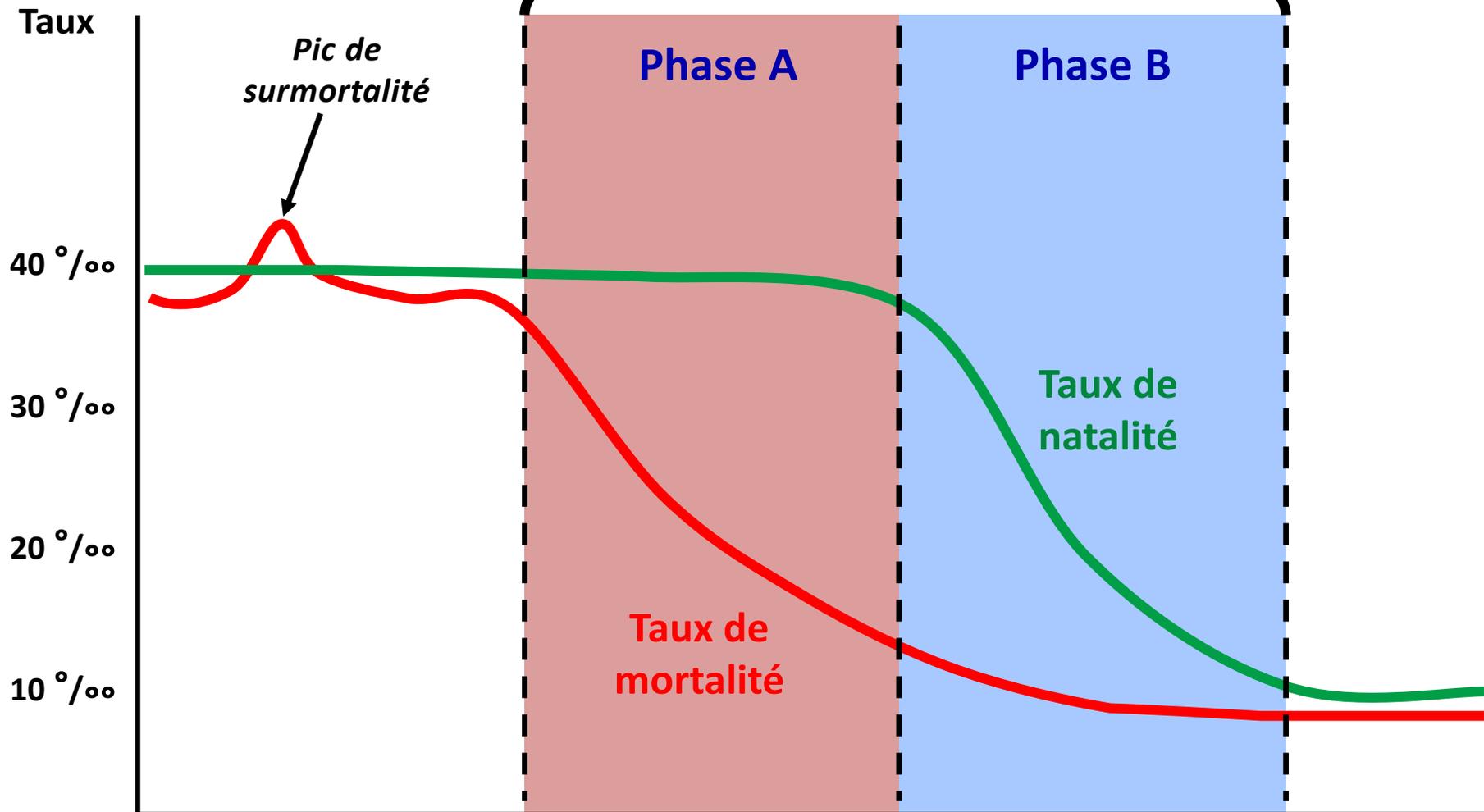
Le décalage temporel entre la baisse des deux variables entraîne un déséquilibre temporaire (hausse de l'accroissement naturel. La démographie réagit alors par un « effet d'escalier » : une population augmente sensiblement à un moment donné, les générations nées à ce moment parviennent à l'âge de la fécondité 20-25 plus tard et donnent naissance à des générations elles aussi plus nombreuses. De la même manière, les gros bataillons nés durant le baby boom ont alimenté la croissance démographique jusqu'à 1975, alors que le baby boom lui-même s'arrête en 1964.

LA TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE : MODÈLE THÉORIQUE

Régime
ancien

Transition démographique

Régime
moderne

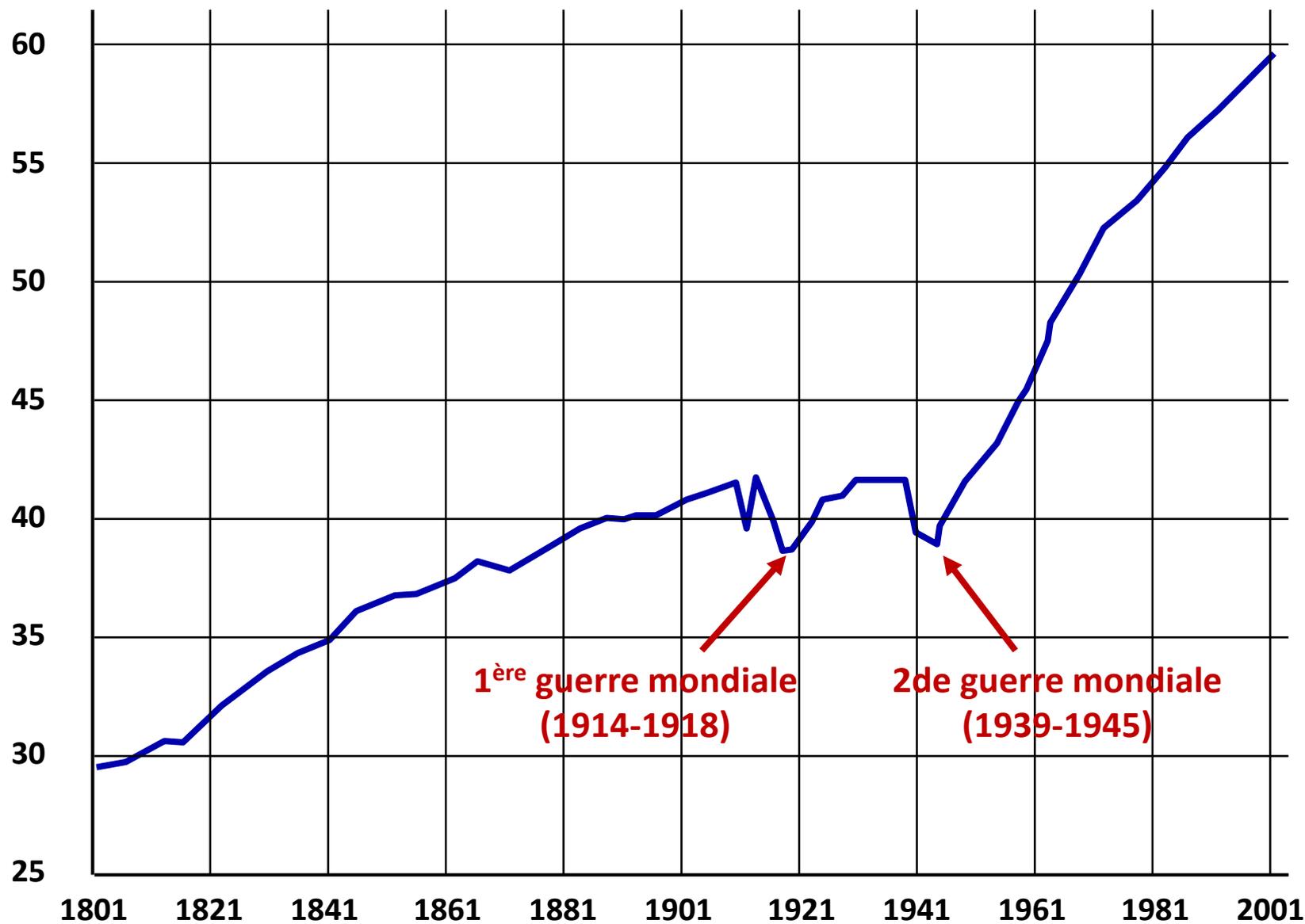


1.3.

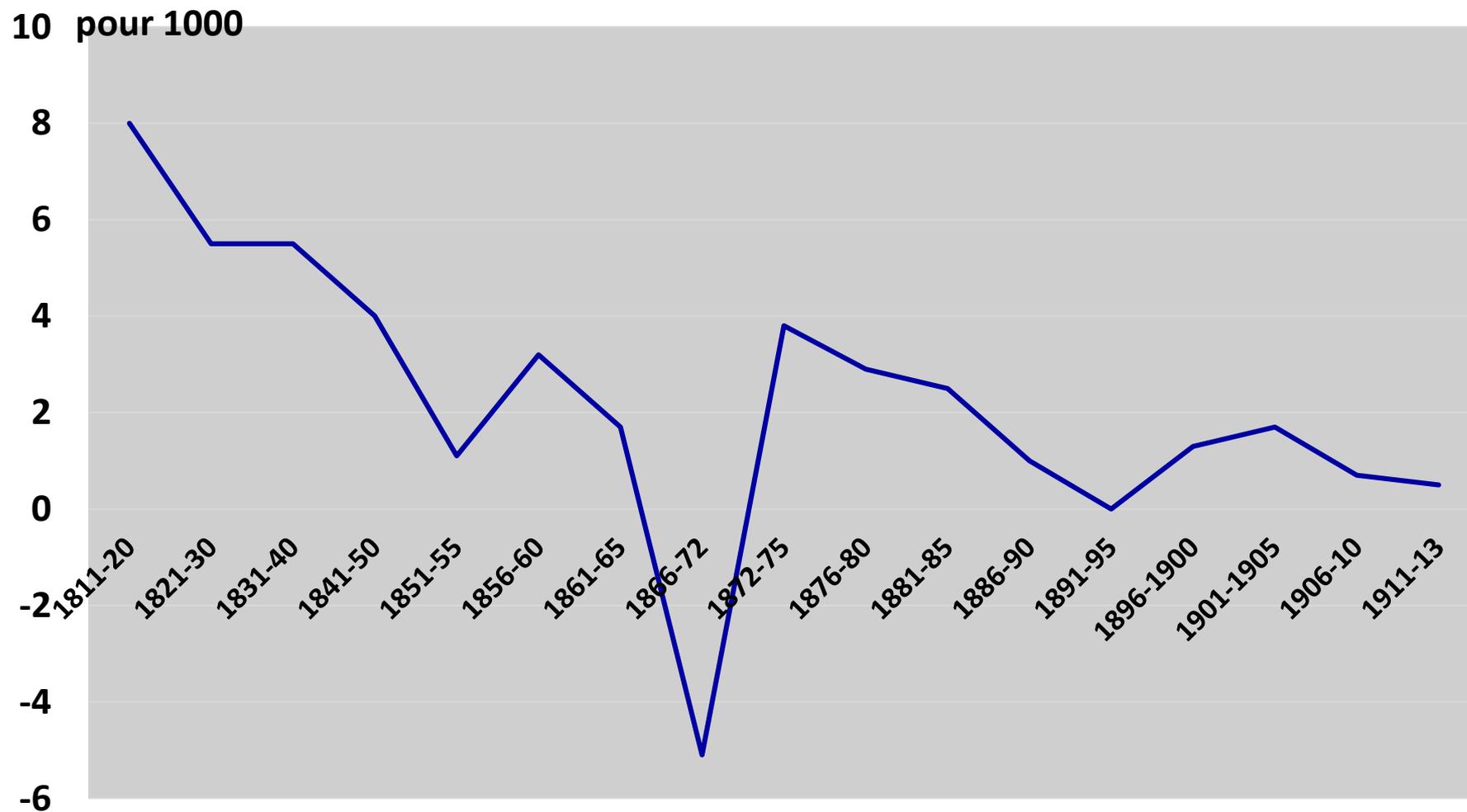
LE CAS PARTICULIER DE LA FRANCE : UNE CROISSANCE LENTE DE LA POPULATION AU XIXE SIÈCLE

Alors que la plupart des pays qui s'industrialisent connaissent en parallèle un net accroissement de leur population, la démographie française se caractérise par son manque de dynamisme. Parmi les facteurs explicatifs, on peut avancer le régime successoral égalitaire qui pousse à l'adoption de comportements malthusiens (notamment dans les campagnes), l'instabilité politique (cinq régimes se succèdent entre 1789 et 1870) et le recours aux pratiques anticonceptionnelles.

FRANCE : L'AUGMENTATION DE LA POPULATION (EN MILLIONS)

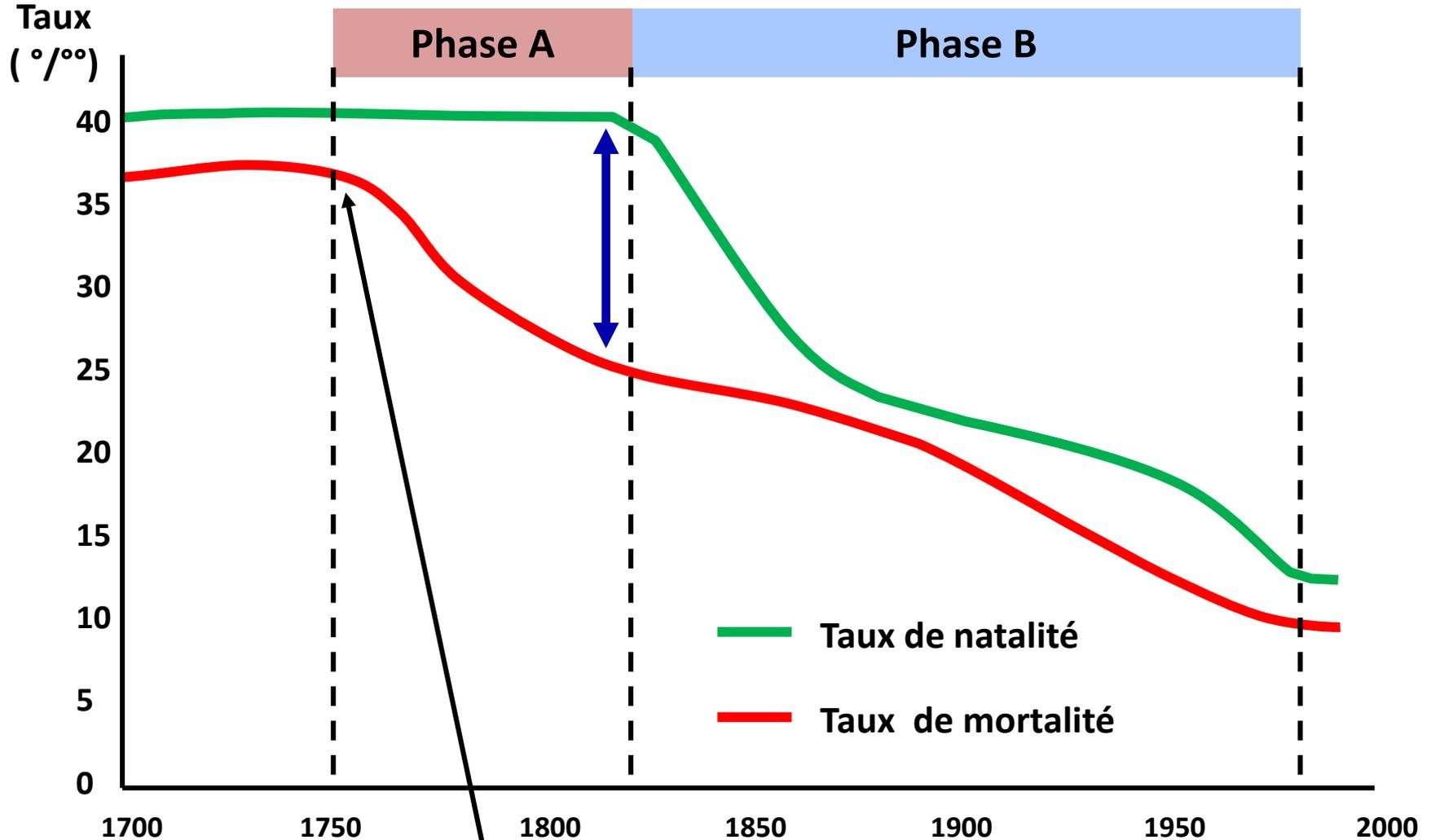


FRANCE : DÉCÉLÉRATION DE L'ACCROISSEMENT NATUREL AU XIXE SIÈCLE



NB : les taux sont en ‰ et non en %

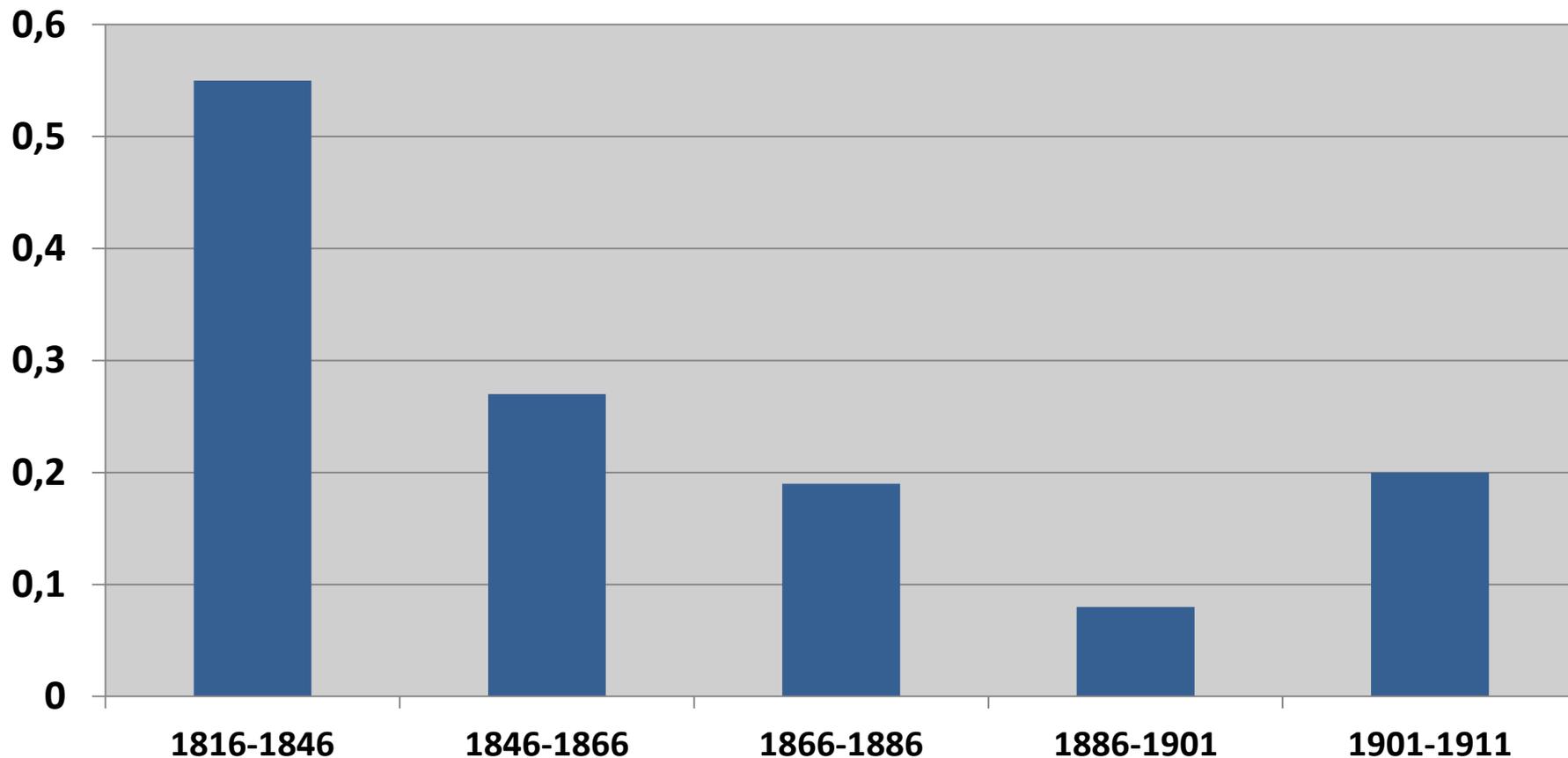
LA FRANCE : UNE TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE PRÉCOCE



La transition démographique s'amorce dès le milieu du XVIII^e siècle. La baisse de la mortalité est lente, mais celle de la natalité rapide → accroissement naturel faible.

FRANCE : UNE LENTE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE AU XIXE SIÈCLE

Taux d'accroissement annuel (en %)



De 1800 à 1850, la population française augmente de 0,5 % par an, celle de l'Allemagne de 0,74 %.

FRANCE : UNE BAISSÉ RAPIDE DE LA NATALITÉ MAIS UNE BAISSÉ TRÈS LENTE DE LA MORTALITÉ

Comparée aux autres pays européens, la croissance démographique française dans les années 1816-1846 est faible : + 18 % contre + 50 % en Grande-Bretagne. De 1800 à 1850, la population française augmente de 0,5 % par an, celle de l'Allemagne de 0,74 %. Cet accroissement est pourtant élevé si on le compare aux accroissements ultérieurs. De 1846 à 1886, l'augmentation est environ deux fois plus faible que dans la première partie du siècle. Après 1886, la France se trouve dans une situation proche de la stagnation jusqu'à la fin du siècle.

La lenteur de la croissance de la population résulte de la **baisse rapide du taux de natalité confronté à une baisse très lente du taux de mortalité**. Cette résistance de la mortalité au long du siècle s'explique par le **maintien d'un haut niveau de mortalité infantile** : 186 ‰ vers 1820, 170 ‰ vers 1890.

Autre explication : **une mortalité urbaine élevée**, qui pèse de plus en plus sur les chiffres d'ensemble en raison de l'urbanisation croissante des populations. La croissance des villes a créé une distorsion entre les besoins d'équipement sanitaire et les possibilités techniques permettant d'y faire face. L'effort d'investissement dans ce domaine est resté en deçà des besoins. À Paris, l'espérance de vie dépasse les 40 ans en 1895 seulement.

Mais le trait le plus caractéristique de la démographie française est la **précocité et la profondeur du déclin démographique de certaines zones rurales** (Normandie et Aquitaine par ex.). Les milieux de petits propriétaires exploitants sont les plus réceptifs à la diffusion d'un modèle de **comportement malthusien**.

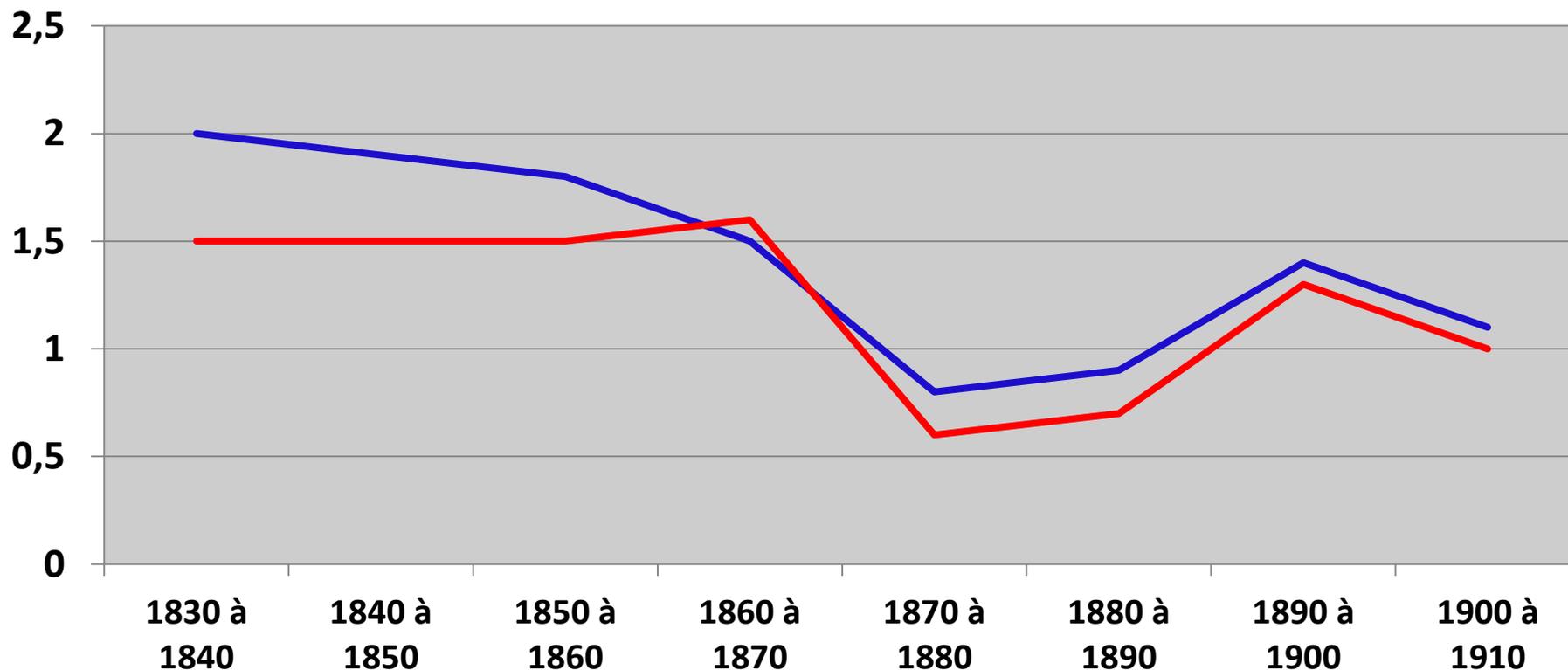
FRANCE : UNE LENTE CROISSANCE DU REVENU NATIONAL

Durant les premières décennies du siècle, la croissance encore assez rapide de la population s'est accompagnée d'une croissance très lente du revenu national par tête. Dans les années 1830 et 1840, la France franchit la « barrière démographique », moins haute il est vrai que dans d'autres pays. Une accélération sensible de l'accroissement du revenu national permet une augmentation au taux de 1,5 % par an du revenu par tête alors que la croissance de la population reste relativement élevée. Par la suite le ralentissement sensible de cette croissance démographique après le milieu du siècle s'accompagne d'une **décélération progressive du taux de croissance du revenu national**, alors que la croissance du revenu par tête reste stable. Il est tentant d'établir une relation entre les deux phénomènes. Après 1875, la France fait l'expérience de la **stagnation démographique : celle-ci s'accompagne d'une très forte décélération de la croissance du revenu national, tant global que par tête**. Celle-ci retombe presque au niveau des premières décennies du siècle. La reprise ultérieure, bien que sensible, ne permet pas de retrouver les taux des années 1830-1860 : la décélération de la croissance démographique et la stagnation qui a suivi ont débouché sur le ralentissement de la croissance du revenu national.

Le cas de la France au XIXe siècle semble donner raison aux thèses qui estiment que le dynamisme démographique a un effet stimulant sur la croissance économique : ici, la stagnation démographique se double d'un ralentissement de la hausse du revenu.

UN REVENU NATIONAL QUI PROGRESSE LENTEMENT

— Revenu national — Revenu national par tête



D'après les travaux de T. J. Markovitch, F. Crouzet et M. Lévy-Leboyer

Des années 1860 jusqu'aux années 1890, la population a quasiment stagné. Au même moment, la croissance du revenu par tête a connu une décélération due à la stagnation agricole et à un ralentissement de la croissance industrielle. Cette morosité de l'économie française dans le dernier tiers du XIXe s. ne peut se comprendre sans référence à la croissance démographique zéro.

FRANCE : UNE CROISSANCE QUI RALENTIT À LA FIN DU SIÈCLE

Trois conclusions se dégagent des travaux de T. J. Markovitch, F. Crouzet et M. Lévy-Leboyer sur la croissance française au XIXe siècle :

1. **Le taux de croissance globale de 1815 à 1914 fut modéré.** T.-J. Markovitch propose 2 %, Maurice Lévy-Leboyer trouve un chiffre, sans doute un peu surestimé, de 2,5 %.
2. **Les auteurs s'accordent pour reconnaître l'existence d'une progressive décélération,** vers 1855. Crouzet en conclut que l'industrie française a connu sa phase de croissance la plus rapide au milieu du XIX^e s., que cette croissance a commencé sous la monarchie de Juillet (1830-1848), mais que, comme dans le cas de l'Angleterre, le problème le plus important est celui d'une « maturité précoce se traduisant dès le milieu du XIXe par un ralentissement de la croissance ». Cette décélération maintient le taux de croissance à un niveau encore assez soutenu de plus de 2 % jusque dans les années 1870 et aboutit dans les années 1875-1895 à un infléchissement de la courbe de plus en plus prononcé.
3. La décélération progressive tend dans le courant des années 1870 à faire descendre le taux d'accroissement en dessous du niveau moyen d'accroissement séculaire. **La reprise à un taux supérieur se situe après 1906.** Carré, Dubois et Malinvaud admettent de 1896 à 1913 un taux de croissance de la production industrielle de 2,6 % par an. Elle annonce la croissance des années 1920. La production industrielle s'est accrue, malgré la guerre, au rythme de 2,6 % par an de 1913 à 1929.

2

CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE EST-ELLE UNE CONDITION DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ?

La population mondiale, stagnante pendant des millénaires, est passée de moins de 900 millions d'individus à la fin du XVIIIe siècle à plus de 7 milliards aujourd'hui, soit une multiplication par 8 en l'espace de deux siècles. Cette formidable accélération démographique est allée de pair avec ce que S. Kuznets a nommé le passage à la « croissance moderne », c'est-à-dire l'accélération forte du rythme de croissance de la production à long terme.

À l'intérieur de périodes plus particulières, la croissance démographique a pu sembler associée, également, à la croissance économique : au XIXe siècle, la transition démographique est contemporaine de la révolution industrielle ; le baby-boom de l'après-guerre coïncide avec les Trente Glorieuses. À l'inverse, la crise de la fin du XXe siècle est concomitante d'une tendance à la dénatalité dans les PDEM, comme celle des années 1930 qui avait vu les décès l'emporter sur les naissances.

Corrélation, causalité ou simple coïncidence ? La croissance démographique est-elle une condition de la croissance économique ?

2.1.

LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE, FACTEUR DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Deux raisons principales peuvent permettre de penser que la croissance démographique serait un facteur favorable pour la croissance économique. En premier lieu, elle permet d'accroître les ressources en main-d'œuvre disponibles pour l'économie. En second lieu, elle augmente parallèlement le nombre de consommateurs dont les besoins doivent être satisfaits par l'appareil productif, stimulant ainsi la demande globale et l'innovation.

LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE ACCROÎT LES RESSOURCES EN MAIN-D'ŒUVRE

La croissance démographique joue d'abord sur le volume de la main d'œuvre. Pour le mercantiliste Jean Bodin au XVI^e siècle, « *il n'est de richesses ni de forces que d'hommes* », et « *la richesse d'un royaume se mesure au nombre de ses sujets* ». Dans l'Europe du XVI^e siècle, qui ne comptait guère plus de 150 millions d'habitants, et où les techniques demeuraient rudimentaires, le travail de l'homme constituait indiscutablement la force de production essentielle. **Dans un mode de production traditionnel, extensif, peu capitalistique et à faible progrès technique, le volume de production paraît directement lié à la quantité de travailleurs.**

Avec la révolution industrielle apparaissent de gros besoins de main-d'œuvre. **Le fort accroissement de population résultant de la transition démographique constitue un facteur favorisant l'industrialisation.** En France, la faiblesse du dynamisme démographique qui a dominé tout le XIX^e siècle, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, a souvent été présentée comme l'un des facteurs du « retard français » dans la course au développement.

LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE PERMET LA MISE EN VALEUR DES RESSOURCES ET FAVORISE L'ESPRIT D'INNOVATION

D'une façon générale, **un certain volume de population s'avère nécessaire à la mise en valeur d'un territoire et de ses ressources.** La montée en puissance de l'économie américaine tout au long du XIXe siècle est allée de pair avec la conquête progressive de son espace, rendue possible par une immigration massive. On peut observer encore à l'époque contemporaine certains pays, dans la péninsule arabique par exemple, apparemment handicapés par une faible population, promouvoir des politiques pronatalistes et pro-immigration pour tenter d'y porter remède. Une certaine densité est donc nécessaire pour éviter le sous-peuplement et la sous-exploitation des ressources.

Les démographes ont ainsi élaboré dans les années 1950-1960 des modèles visant à déterminer, pour un pays, son niveau de population « optimal », garantissant la meilleure adéquation à ses ressources, modèles dont les conclusions éclairaient les politiques démographiques à mener.

L'expansion démographique a le mérite supplémentaire de rajeunir la population active. Une population qui croît est en effet une population qui rajeunit, et qui présente l'avantage d'être professionnellement et géographiquement plus mobile, et davantage ouverte aux changements. **Elle représente souvent une force d'innovation,** une population vieillissante étant tournée à l'inverse vers des attitudes plus conservatrices.

UNE OFFRE DE TRAVAIL ABONDANTE INDUIT UNE RÉPARTITION DES REVENUS FAVORABLE À L'ACCUMULATION

Une offre de travail abondante peut être favorable à la croissance économique pour une seconde raison, liée à la répartition des revenus qu'elle induit. Celle-ci s'opère généralement dans ce cas plutôt en faveur des profits, lesquels financent l'accumulation du capital, source de la croissance. **Des travailleurs nombreux en concurrence sur le marché sont en effet contraints d'accepter de faibles salaires.** C'est la configuration du XIXe siècle. L'exode rural, l'accroissement démographique, le travail des femmes et des enfants, alimentent un prolétariat industriel abondant, ne se voyant offrir qu'un salaire de subsistance. La « loi d'airain des salaires » évoquée par le socialiste allemand Lassalle, ramenait implacablement ceux-ci au minimum vital. **Selon Marx, les capitalistes avaient intérêt à entretenir en permanence une « armée industrielle de réserve », constituée de travailleurs sans emploi, de façon à peser au maximum sur les salaires et augmenter le taux de plus-value.** Le processus de substitution capital-travail aurait eu selon lui cette finalité. Une telle exploitation aura néanmoins pour mérite de dégager les ressources de l'accumulation. *« L'immense accumulation de capital fixe qui, pour le plus grand bénéfice de l'humanité, a été réalisée au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, n'aurait jamais été possible dans une société où la richesse aurait été répartie de façon équitable »*, écrit Keynes dans *Les Conséquences économiques de la paix* (1920).

UN FACTEUR TRAVAIL ABONDANT ET BON MARCHÉ EST UN ATOUT POUR LA SPÉCIALISATION INTERNATIONALE

Les bas salaires, maintenus par la pression démographique, ne favorisent pas seulement l'accumulation du capital. Ils peuvent aussi être à la source d'une spécialisation internationale, favorisant la croissance, comme l'explique la théorie néoclassique de l'échange international. **Le prix d'un facteur est en effet toujours inversement proportionnel à sa quantité. À une population nombreuse seront associés des salaires bas, et donc une productivité du travail en valeur élevée.** Un pays très peuplé a par conséquent intérêt à se spécialiser dans des productions qui font le plus possible appel au facteur travail, abondant et bon marché.

Dans la DIT actuelle, c'est l'avantage comparatif majeur des pays émergents fortement peuplés, qui en tirent une source imparable de compétitivité et de croissance.

LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE STIMULE LA DEMANDE ET L'INVESTISSEMENT

Le deuxième grand type d'argument en faveur de l'essor démographique souligne les effets dynamisant sur la demande globale, l'offre de production et l'innovation.

Une population en croissance génère tout d'abord effectivement une demande nouvelle en logements et équipements collectifs. Selon A. Hansen, la croissance démographique aurait été responsable de 40 % de la formation de capital en Europe dans la deuxième moitié du XIXe siècle, et de 80 % aux États-Unis. **Ces investissements dans le secteur de la construction sont d'autant plus importants qu'ils exercent de forts effets d'entraînement sur de nombreux secteurs.**

La faible croissance de l'économie française au XIXe siècle pourrait trouver là encore une explication, le faible dynamisme démographique du pays se traduisant dans les lenteurs de l'urbanisation. Hansen craignait ainsi que l'avènement de « populations stationnaires » au XXe siècle ne fasse perdre aux économies occidentales la moitié de leurs stimulants à l'investissement. Ce pronostic, s'il ne s'est pas confirmé par la suite, les baby-booms d'après-guerre ayant nourri une nouvelle et puissante vague d'investissements « démographiques », peut néanmoins conserver une certaine pertinence à plus long terme.

L'EFFET DE TAILLE DES MARCHÉS AMÉLIORE LES PERFORMANCES DE L'ÉCONOMIE

La propension à consommer d'une population dynamique est logiquement supérieure à celle d'une population stagnante. Le phénomène peut être accentué par le différentiel de fécondité des familles modestes, dont la propension à consommer est aussi la plus forte. **La croissance des Trente Glorieuses s'est ainsi appuyée sur l'essor des consommations de masse.** L'élargissement de la taille des marchés apporte comme avantage de permettre la rentabilisation d'investissements plus lourds, dont la réalisation n'aurait pu être envisagée sinon. C'est vrai pour les investissements de base, qui s'amortissent d'autant mieux que la population est nombreuse, mais aussi pour l'industrie manufacturière. La croissance des marchés permet aux entreprises d'investir dans des moyens de production plus performants, et de produire en grandes séries. **Les économies d'échelle permettent d'abaisser les coûts et les prix, stimulant ainsi la demande intérieure et, en retour, la production.** Les entreprises opérant sur de vastes marchés intérieurs jouissent d'effets de taille qui les rendent plus compétitives à l'exportation. Ainsi se noue un cercle vertueux associant de façon interactive l'essor de la population et celui des capacités et des performances productives. Les grands pays y ont trouvé un avantage comparatif majeur, et l'intégration européenne l'un de ses enjeux majeurs.

2.2.

LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE N'EST PAS TOUJOURS UNE CONDITION NÉCESSAIRE DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Dans bien des cas, la croissance économique a pu se passer de la croissance démographique. Les arguments « populationnistes », insistant sur le rôle toujours positif d'une démographie dynamique, doivent donc être nuancés, aussi bien pour ce qui concerne les ressources en main-d'œuvre que pour son impact sur la demande globale.

LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE N'A PAS TOUJOURS CONDITIONNÉ LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

L'accroissement des ressources en main-d'œuvre et la croissance économique n'ont pas toujours coïncidé. La croissance démographique n'a donc pas toujours conditionné la croissance économique. Par exemple, **la révolution démographique en France a précédé d'un siècle celle de la Grande-Bretagne, alors que la chronologie est inversée pour l'industrialisation. Dans la première phase de sa révolution industrielle, la Grande-Bretagne a manqué de main-d'œuvre**, ce qui n'a apparemment pas gêné son développement, et même au contraire, dans la mesure où elle fut incitée à pallier ce goulet d'étranglement en se tournant vers le machinisme.

Le manque de main-d'œuvre au niveau de l'offre de facteurs peut finalement jouer autant le rôle de « pression créatrice » décrit par Ester Boserup que l'excès de population au niveau de la demande. Aux États-Unis, le développement semble avoir précédé la population, conduisant à l'adoption précoce de combinaisons productives capitalistiques et à forte efficacité. C'est aussi le cas du Japon, longtemps confronté à des pénuries de main-d'œuvre qu'il a surmontées par une modernisation accélérée. À l'inverse, l'abondance de main-d'œuvre dans les campagnes chinoises a pu jouer le rôle de frein à la modernisation de l'agriculture.

LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE NE SEMBLE PAS ÊTRE UNE CONDITION SUFFISANTE NI NÉCESSAIRE POUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

En ce qui concerne la France, si l'on rapproche l'évolution démographique et ses cycles de croissance, aucun lien ne semble se dégager. Un siècle de stagnation démographique, entre 1850 et 1945, a été associé à la croissance du second Empire, à la grande dépression de la fin du siècle, à la reprise soutenue qui a suivi de 1896 à 1930, et à la crise des années 1930 pour terminer. **Durant les trois premiers quarts du XXe siècle, jusqu'à la fin des années 1960, la population active a stagné autour de 20 millions de personnes, ce qui ne semble pas avoir compromis la croissance globale de cette période, celle des Trente Glorieuses en particulier. La réduction séculaire de la durée du travail a abouti au surplus à rendre négative la contribution quantitative de ce facteur à la croissance, comme l'ont montré Carré, Dubois et Malinvaud pour la France, ou Denisov pour les autres pays développés. La recherche d'une corrélation historique entre les deux croissances s'avère donc décevante. Si un lien les unissait, les pays les plus peuplés seraient toujours les plus développés.** Ce n'est pas le cas. La croissance démographique ne semble ni une condition suffisante ni une condition fondamentalement nécessaire pour la croissance économique.

DANS UN RÉGIME DE CROISSANCE INTENSIVE, LE PROGRÈS TECHNIQUE SE SUBSTITUE À L'EXPANSION DÉMOGRAPHIQUE COMME MOTEUR DE LA CROISSANCE

Dans un régime extensif de croissance (comme au XIXe siècle), l'abondance des ressources en main-d'œuvre constitue certainement le fondement de la puissance productive. C'était le cas dans l'Europe des mercantilistes. Cela devient de moins en moins vrai à mesure que le progrès technique assure des rendements croissants en démultipliant la puissance productive du travail, et réduit le nombre de travailleurs nécessaire à la production. La richesse produite en France a été multipliée par 35 depuis deux siècles, pour un nombre total d'heures de travail fournies qui est resté quasiment identique. Les gains de productivité ont donc représenté l'équivalent d'une multiplication par 35 de la population active ! On mesure l'« économie démographique » que permet de réaliser le progrès technique.

➔ Dans un régime de croissance intensive, le progrès technique se substitue à l'expansion démographique comme moteur de la croissance.

LA RÉPARTITION EFFICACE DE LA POPULATION ACTIVE IMPORTE DAVANTAGE QUE SON VOLUME GLOBAL

Si le volume de la main d'œuvre n'est plus la condition de la croissance, en revanche, la qualification de la main-d'œuvre en constitue un facteur clé. Les études sur la croissance ont évalué à au moins 30 % l'impact de l'amélioration des qualifications dans l'obtention des gains de productivité.

De même, l'affectation sectorielle de la population active constitue un facteur important de la croissance. Historiquement, **le transfert d'une partie massive des actifs, d'un secteur primaire où leur productivité marginale était faible ou nulle, vers le secteur secondaire, où celle-ci était beaucoup plus forte, a constitué une source majeure d'élévation de la productivité globale. La répartition efficace de la population active importe davantage que son volume global.**

Dans la France du XIXe siècle, les historiens (G. Noiriel notamment) ont montré que ce n'est pas tant le manque de population globale qui a freiné les performances de l'économie française, mais plutôt les préventions de la paysannerie à l'égard du travail industriel. La croissance française a moins buté sur une insuffisance démographique que sur des rigidités sociologiques. La bonne affectation des actifs, leur efficacité professionnelle, apparaissent comme des sources de croissance plus importantes que la somme de la population.

UNE FORTE POPULATION NE SUFFIT PAS EN ELLE-MÊME À CRÉER UN VASTE MARCHÉ PORTEUR

Les rapports entre la population et la demande globale ne sont pas mécaniques. **Tout dépend du niveau et de la répartition des revenus.** Il n'est pas toujours vérifié par ailleurs que la propension à consommer augmente avec la croissance démographique. Une forte population ne suffit pas en elle-même à créer un vaste marché porteur. **Beaucoup de grands pays en développement à faibles revenus ne sont encore aujourd'hui que des marchés potentiels.** Une population de 50 millions d'habitants par exemple, dont le revenu annuel moyen par tête serait de 30 000 dollars (à peu près le niveau des PDEM aujourd'hui), représente une puissance d'achat équivalente à celle d'une population de 1 milliard d'individus dont le revenu par tête ne serait que de 1 500 dollars (1 500 milliards de dollars dans les deux cas). En réalité, elle serait même supérieure, sachant qu'**une population pauvre consacre l'essentiel de son budget à la consommation alimentaire**, les dépenses modestes allouées aux autres postes de consommation ne permettant pas le développement rapide des secteurs concernés.

LA STIMULATION DE LA CROISSANCE PAR LA CONSOMMATION POPULAIRE REQUIERT LA DISTRIBUTION DE REVENUS RÉGULIERS ET SUFFISANTS

Dans l'Europe du XIXe siècle, le boom démographique dans les pays « de la transition » ne suffit pas à faire éclore des peuples de consommateurs. Les salaires de subsistance de la classe ouvrière ou les faibles ressources de la paysannerie ne sont pas de nature à favoriser l'épanouissement d'une société de consommation. **La croissance du XIXe siècle bute régulièrement sur l'insolvabilité des marchés intérieurs, amenant des crises récurrentes de surproduction. La stimulation de la croissance par la consommation populaire requiert la distribution de revenus réguliers et suffisants, et donc des emplois stables.** Ces conditions ne se mettront en place qu'après 1945 avec le « **mode de régulation fordiste** », qui permettra au boom démographique de sous-tendre l'élan de la consommation et de l'investissement durant les « Trente Glorieuses ».

On peut aussi observer enfin que la petite taille de certains pays, de leurs marchés intérieurs et de leur population, ne semble guère avoir constitué un handicap pour leur développement. Les pays scandinaves, le Benelux ou les « dragons » asiatiques ont pu trouver dans l'ouverture extérieure un palliatif efficace pour compenser l'étroitesse de leurs marchés intérieurs.

LA PROPENSION À CONSOMMER NE PARAÎT PAS MÉCANIQUEMENT AFFECTÉE PAR LE TAUX DE FÉCONDITÉ

La propension à consommer ne paraît pas mécaniquement affectée par le taux de fécondité dans le sens habituellement supposé. Au XIXe siècle déjà, celle-ci n'avait pas paru directement liée aux mouvements démographiques, demeurant stable sur le long terme (autour de 80 % selon les estimations de S. Kuznets) et sensiblement identique dans les principaux pays européens, connaissant pourtant des trajectoires démographiques différentes. Le taux d'épargne de la société française, à population vieillissante, n'aurait pas été plus élevé, selon J.-C. Asselain, que celui de la société britannique, à démographie dynamique.

Il faut aussi rappeler que **l'un des principaux mécanismes de la transition démographique réside dans l'aspiration à consommer. L'élévation de ce niveau d'aspiration incite à la réduction de la fécondité, en vue d'accroître le revenu et la consommation par tête.** Le désir de consommation exerce donc lui-même une influence sur le taux de fécondité, et pas seulement l'inverse.

Plus net sans doute est **l'effet de la croissance démographique sur les investissements de base**, les investissements en logements notamment, dont le financement à crédit grossit le taux d'épargne des ménages, **ceci pouvant en partie expliquer le gonflement de l'épargne observé durant les Trente Glorieuses.**

CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

La croissance démographique est un facteur de la croissance économique

La croissance démographique accroît les ressources en main-d'œuvre.

À une population nombreuse sont associés des salaires bas et donc une productivité du travail en valeur élevée → une offre de travail abondante favorise les profits et l'accumulation.

La croissance démographique soutient l'investissement et la consommation.

La propension à consommer d'une population dynamique est supérieure à celle d'une population stagnante.

La croissance démographique n'est pas une condition de la croissance économique

Il n'y a pas de corrélation nette entre accroissement des ressources en main-d'œuvre et croissance économique.

Le progrès technique démultiplie la puissance productive du travail et réduit le nombre de travailleurs nécessaire à la production.

Une forte population n'est pas synonyme d'un grand marché solvable.

La propension à consommer d'une population en croissance n'est pas nécessairement plus élevée.

Au total, **la croissance démographique soutient la demande globale à condition que le revenu par tête augmente et que les fruits de l'expansion soient partagés.** Cet apport de la croissance démographique à la croissance économique suppose qu'il y ait préalablement une croissance économique... Mais il est également vrai qu'elle aura pu y contribuer en amont en augmentant l'offre de facteurs... Cependant, dans certains cas, elle peut constituer un frein.

2.3.

LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE PEUT ÊTRE UN FREIN À LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Une croissance démographique « excessive » peut provoquer divers goulets d'étranglement bloquant ou gênant le processus de croissance économique. Contraignant à une production toujours plus abondante, elle conduit aussi les économies à buter sur la rareté croissante de certaines ressources. La crainte malthusienne des rendements décroissants se trouve ainsi réactualisée par les défis démographiques contemporains.

L'ÉMERGENCE D'UNE CAPACITÉ D'ÉPARGNE EST D'AUTANT PLUS DIFFICILE QUE LA POPULATION EST NOMBREUSE

Une forte population ou son accroissement rapide pose un problème lié à la formation du capital. Celle-ci est une condition clé du *take off* et de la croissance. Rostow estimait à 10-15 % la part de PIB devant être consacrée à l'investissement pour assurer le « décollage ». **Ce processus implique l'existence d'une épargne préalable** dont la constitution semble difficile dans le cadre d'économies peu avancées et relativement peuplées. **Le capital y représente souvent le « chaînon manquant du développement »**, selon les termes de Rostow. **L'émergence d'une capacité d'épargne est d'autant plus difficile que la population est nombreuse.** Un nombre important de jeunes représente une charge financière accrue pour les actifs, contribuant à maintenir le revenu par tête à un niveau trop faible pour dégager un surplus, l'intégralité des ressources devant être consacré à des consommations de subsistance. Sans épargne, pas d'investissement, pas de croissance par conséquent de la production et de la productivité, pas d'accroissement possible du revenu, ni donc de l'épargne, et ainsi de suite. **Ce « cercle vicieux de l'épargne »**, notamment mis en évidence par R. Nurkse, enferme les **économies peu développées dans une « trappe à la pauvreté »**. C'est ce que disait déjà J. B. Say dans sa formule : « *Faites des épargnes plutôt que des enfants.* »

LES « INVESTISSEMENTS DÉMOGRAPHIQUES » ABSORBENT LA CAPACITÉ DE FINANCEMENT, LIMITANT ALORS LES INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS

Le problème de la formation du capital ne se limite pas au défaut d'épargne. Un surplus parvient généralement à être dégagé, et des apports extérieurs viennent en complément. **Le problème majeur est celui de l'affectation des ressources. Une population nombreuse contraint à en consacrer une large part aux « investissements démographiques », non directement productifs.** L'ONU a ainsi pu calculer qu'une croissance démographique de 2,5 % par an nécessitait de consacrer jusqu'à 12 % du PIB aux investissements de base, absorbant déjà toute la capacité de financement de nombreux pays du tiers-monde, et la dépassant même dans beaucoup de cas. L'investissement directement productif se voit par conséquent bien souvent réduit à la portion congrue. **L'insuffisance des investissements productifs rend dès lors problématique l'absorption d'actifs supplémentaires.** Si l'investissement brut progresse à un rythme inférieur à celui de la population active, **le capital par tête diminue, entraînant de même la productivité moyenne du travail, la productivité marginale des emplois supplémentaires ne pouvant être que très faible.** Paul Bairoch, dans son ouvrage *Le Tiers-Monde dans l'impasse* (1993), parvenait à des conclusions analogues.

LE PROBLÈME DE L'EMPLOI

La croissance démographique pose le problème de l'emploi des hommes. Celui-ci domine déjà dans les pays industrialisés, alors que **l'intensification du progrès technique a introduit une déconnexion croissante entre la production et l'emploi**. Les pays ayant connu la plus forte croissance démographique depuis la guerre doivent faire face aujourd'hui à un chômage massif, à peine contenu par la prolongation de la scolarité et les emplois à temps réduit. Le détournement d'une fraction grandissante de la population de la vie active, en amont et en aval de celle-ci, ajouté au coût direct du chômage lui-même, entraîne un **alourdissement des prélèvements sociaux à la charge des actifs et des entreprises**. Le chômage ne saurait se résumer bien sûr à la croissance de la population, mais les deux phénomènes ne peuvent cependant être totalement dissociés.

Mais **c'est surtout dans les pays en voie de développement que le problème du sous-emploi est directement relié à l'abondance démographique**. La moitié de la population active dans ces pays est en situation de sous-emploi, s'adonnant à des tâches dont la productivité marginale est nulle. Dans ces sociétés où environ 50 % de la population a moins de 20 ans, la population en âge de travailler devrait doubler d'ici à une trentaine d'années. Ce fardeau démographique pèse sur les choix de développement. La modernisation de l'agriculture tend à nourrir l'exode vers les villes, dont les structures d'accueil sont largement insuffisantes ainsi que les emplois de substitution.

LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE POURRAIT MENACER LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

La crainte qu'une augmentation de la population ne vienne tendanciellement annuler les effets de la croissance économique n'est pas nouvelle : elle constitue le fil conducteur des réflexions de Malthus dans son *Essai sur le principe de population* en 1798. La « loi de population » voudrait que la croissance démographique surréagisse aux impulsions de la croissance économique. La première suivrait une évolution géométrique, la seconde progressant à un rythme seulement arithmétique. **Toute amélioration dans la production des richesses serait suivie d'une poussée démographique, en faisant reculer la mortalité alimentaire et en créant un climat d'optimisme propice à la fécondité, interdisant ainsi tout progrès du niveau de vie par habitant. La croissance économique serait fragile car de nature extensive, et soumise à la loi des rendements décroissants.** Ce schéma, qui décrit sans doute correctement le régime de « démographie naturelle » prévalant avant la révolution agricole et industrielle, sera toutefois infirmé, **Malthus et les classiques ayant largement sous-estimé le potentiel productif résultant du progrès technique.** Celui-ci permet en effet de faire croître les ressources à un rythme plus rapide que la population, laquelle ne connaît pas non plus une expansion infinie, comme le montre le mécanisme de la transition démographique.

RETOUR DE LA CRAINTE MALTHUSIENNE D'UN DÉSÉQUILIBRE ENTRE POPULATION ET RESSOURCES

Les perspectives démographiques contemporaines redonnent une forte actualité aux thèses pessimistes de Malthus. **Face à l'explosion démographique des pays en développement, de nombreux experts ont considéré que le poids de certaines populations constituait un facteur des plus contraignants pour le développement.** Les taux d'accroissement et les masses démographiques en jeu sont d'une tout autre importance que ce qui pouvait être observé dans l'Europe du XIXe siècle. Le taux d'accroissement naturel de la population en Afrique est souvent proche de 3 % par an, alors qu'un taux de 1 % était un maximum dans l'Europe du XIXe siècle. L'ensemble du monde en développement, qui comptait 1,7 milliard d'habitants en 1950, en compte près de 6 aujourd'hui (+ 370 %) alors que la population européenne n'était passée que de 180 à 430 millions de personnes entre 1800 et 1900 (+ 140 % en un siècle). Le problème démographique prend donc une tout autre dimension, et ne paraît pas pouvoir être réduit uniquement à une question d'organisation sociale, comme Marx le pensait en son temps. Un tel rythme d'expansion démographique ravive par conséquent la crainte malthusienne d'un déséquilibre entre la population et les ressources.

LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE TENDRAIT À RENDRE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DE PLUS EN PLUS COÛTEUSE

La croissance économique, nécessaire pour faire face aux besoins d'une population toujours plus nombreuse, pourrait être de plus en plus difficile à obtenir, en raison des **coûts causés sur l'environnement et de la raréfaction de certaines ressources**. Les coûts écologiques de la croissance démo-économique paraissent alarmants : épuisement des sols, déforestation, désertification, destruction des écosystèmes, toutes les formes de pollution, que l'accès des populations en développement aux normes occidentales de consommation porterait à des niveaux critiques. À cela s'ajoutent les **déséconomies externes liées aux phénomènes d'encombrement, sururbanisation, bidonvilisation, délinquance**, etc. S'affirmerait parallèlement la menace d'un épuisement de certaines ressources naturelles non renouvelables, énergies fossiles, matières premières, comme en avait averti déjà le Club de Rome au début des années 1970.

Même si l'on considère que le progrès technique permet de trouver toujours des substituts et de repousser sans cesse les limites de la rareté, la question est de savoir à quel prix économique, et avec quels coûts pour l'environnement. La croissance démographique tendrait dès lors à rendre la croissance économique de plus en plus coûteuse, faisant progressivement basculer l'humanité dans l'ère des rendements décroissants.

LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE PEUT ÊTRE UN FREIN À LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Le « cercle vicieux de l'épargne » enferme les économies peu développées dans une « trappe à la pauvreté » (R. Nurkse). La formation du capital est impossible.

Une population nombreuse contraint à consacrer une large part des ressources aux « investissements démographiques », non directement productifs.

L'abondance démographique entraîne le sous-emploi et cantonne une partie des actifs dans des tâches dont la productivité marginale est nulle. Le coût social est élevé.

Des externalités de plus en plus coûteuses :

- coûts sur l'environnement ;
- déséconomies externes (sururbanisation, bidonvilisation, délinquance) ;
- menace d'épuisement de certaines ressources non renouvelables.